

Obama fait du charme aux Latinos : déblocage Nord-Sud ?¹

Obama a multiplié les gestes d'ouverture à l'occasion du 5e sommet des Amériques qui s'est tenu fin avril à Port d'Espagne, capitale de Trinité-et-Tobago. Il s'est dit prêt à « apprendre » de ses partenaires sud-américains et leur proposant une coopération « d'égal à égal » pour lutter contre la crise économique mondiale. Mais s'il n'était pas à l'ordre du jour, le dossier cubain a largement empiété sur l'agenda officiel portant sur « la promotion de la prospérité humaine, la sécurité énergétique et la durabilité environnementale ».

A la mi-avril, le président Obama participait à son premier Sommet des Amériques – une cinquième édition – à Port of Spain sur l'île de Trinidad et Tobago. C'est peu dire que les 34 nations réunies attendaient beaucoup de cette première prise de contact. Il s'agissait, du côté états-unien de montrer des signes clairs de rupture avec la politique calamiteuse de l'administration Bush, sa morgue et ses pulsions interventionnistes. Mais une politique qui se situait dans la ligne qui a toujours caractérisé le comportement traditionnel de Washington vis-à-vis du cône sud.

A bien des égards, les relations entre le géant du Nord et les Etats latinos semblent entrer dans une ère nouvelle. Une preuve parmi d'autres, au-delà de la cordialité dans laquelle s'est tenue le Sommet : le rétablissement des relations diplomatiques entre le Venezuela et les Etats Unis suspendues en 2008 pour protester contre les menées nord-américaines destinées à déstabiliser le président bolivien Evo Morales.

Obama s'est dit prêt à « apprendre » de ses partenaires sud-américains et leur a parlé d'une coopération d'« égal à égal » pour lutter contre les effets de la crise économique mondiale. Très symboliquement- et politiquement finement joué - Obama a voulu serrer la main du président vénézuélien Chavez. En retour, celui-ci lui a rétorqué « *Je veux être ton ami* » et lui a offert le célèbre ouvrage d'Eduardo Galeano, « *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* ». On était loin de la relation quasi haineuse qui prévalait sous l'ère Bush.

Les Etats latino-américains n'en ont pas pour autant renoncé à faire valoir leurs droits et leurs revendications. Ainsi en ce qui concerne la question des relations avec Cuba et du blocus qui dure depuis la victoire de la révolution castriste. Un état de fait considéré par la plupart des dirigeants latino-américains comme un vestige anachronique de la guerre froide

A la veille du sommet, Obama avait annoncé l'assouplissement de certaines dispositions de l'embargo exercé par les États-Unis contre l'île. Il a dû faire face à une série d'appels pour la levée complète de l'embargo. La présidente argentine, par exemple, Cristina Fernandez Kirchner a exigé une profonde évolution. Le 16 avril, les pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba), soit le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua, le Honduras, la Dominique, Cuba, l'île antillaise de Saint-Vincent et Grenadines plus l'Équateur et le Paraguay en tant qu'observateurs, avaient défini une stratégie commune face à un projet de déclaration finale jugé insuffisant. Ils ont ainsi fait valoir notamment que le texte ne mentionnait pas l'intégration de Cuba.

Un goût de SUCRE

Mais les membres de l'Alba ont aussi, événement majeur, approuvé la mise en œuvre, avec l'appui, sur cette question, de l'Equateur, le Système unique de compensation régional des paiements – le « SUCRE » -. Une sorte de monnaie commune, pour l'heure virtuelle, destinée à terme à sortir de la soumission au rôle hégémonique du dollar.

Au cours du Sommet, le président américain a proposé « *un nouveau dialogue* » et « *une nouvelle direction* » dans ses relations avec Cuba. Il a cependant réaffirmé que la balle était dans le camp cubain tout en attendant des « *mesures de réciprocité* » notamment sur les droits de l'homme et l'économie. Devant de telles conditions, la fin de l'embargo contre Cuba ne semble pas être pour demain. Ce qu'a reconnu un conseiller d'Obama,

¹ Analyse parue dans le N° 357 du *Journal du mardi*, 2 juin 2009

Lawrence Summers, pour qui « *cela va dépendre de ce que Cuba fait pour aller de l'avant* ». Une formule que rejette le président brésilien Lula : Washington ne doit pas selon lui « *attendre des gestes* » de Cuba pour aller de l'avant. Et le ministre brésilien des Affaires étrangères a mis les points sur les « i » : il est peu probable « *qu'un nouveau Sommet des Amériques ait lieu sans la présence de Cuba.* »

Au bout du compte, faute de consensus, le document final proposé – la « Déclaration d'engagement de Port-of-Spain » - n'a pas été signé. Faute de levée de l'embargo imposé à Cuba « *immédiate, unilatérale et inconditionnelle.* » Mais aussi parce que le texte n'avancé pas de solutions concrètes à une crise économique mondiale qui risque de plonger dans la pauvreté des millions de Latino-américains. Cette crise déclenchée par les « *banquiers aux yeux bleus* », pour reprendre l'expression imagée de Lula.

Sur le site du Risal - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine² - on pouvait lire ce commentaire : « *Dans cette affaire (les relations des Etats-Unis avec Cuba), l'agresseur a toujours été la Maison-Blanche. Dix-sept résolutions successives approuvées par l'Assemblée générale des Nations unies ont condamné cet embargo. Quant à la volonté inébranlable du gouvernement américain, au nom des 'droits de l'homme', de contraindre Cuba à renoncer à son système politique – quoi qu'on puisse penser de celui-ci –, elle fait sourire : c'est la Chine – parti unique ; contrôle total de l'information ; mille dix exécutions capitales en 2006 – qui, devenue le premier détenteur de bons du Trésor américain, finance une bonne partie du déficit des Etats-Unis.* » Un rappel utile.

Une monnaie commune, le SUCRE

Impulsée par l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela, la Banque du Sud (BS), officialisée en novembre 2008, vise à financer des projets publics et privés d'intérêt collectif, en échappant à la main mise des institutions financières internationales. Selon la commission d'experts de l'assemblée générale de l'ONU chapeauté par le Prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz, la Banque du Sud a été conçue comme « *un espace de souveraineté supranationale* » garantissant la souveraineté alimentaire, énergétique, sanitaire « *de manière complémentaire* » et la réalisation d'infrastructures à l'échelle continentale.

Dans la foulée, le lancement d'une monnaie commune supranationale a été approuvé lors du dernier sommet de l'Alba. Le SUCRE faciliterait les transactions commerciales aujourd'hui libellées en dollars, réduisant ainsi la dépendance des économies de la région à la monnaie américaine, mais également d'instaurer de nouvelles modalités de crédit pour améliorer les productions nationales. La monnaie de compte et de valeur commune électronique devrait entrer dans sa phase expérimentale fin 2009. Reste à voir si et comment s'impliqueront le Brésil et l'Argentine, géants économiques de la région.

Puzzle latino-américain : trois pays, une tentation de radicalité

Où en est, où va l'Amérique latine au moment où le « virage à gauche » si souvent évoqué – et réel au vu des résultats des urnes – semble se confirmer dans de récents scrutins ? Retour sur trois expériences parmi les plus radicales.

Un regard panoramique sur la région confirme cette évidence : on ne peut certes pas parler d'une grande cohérence entre les expériences à l'œuvre dans cette partie du monde. Des tentatives d'intégrations économiques s'entrecroisent et se superposent parfois, à la radicalité des uns correspond le pragmatisme assumé ou contraint des autres. Les contextes nationaux dessinent avec force les marges de manœuvres des pouvoirs en place. Des pouvoirs souvent encore fort fragiles.

² RISAL.9, quai du Commerce, 1000 Bruxelles. E-mail : [info\[at\]risal.info](mailto:info[at]risal.info)

On peut toutefois tenter, dans un premier temps, de discerner ce qui fait sens commun aux bouleversements qu'a connus ce continent depuis des années maintenant. Car, autre évidence, l'Amérique latine n'est plus celle qui dérivait au fil des coups d'Etat militaires, puis des politiques d'ajustements structurels imposées par le FMI. Certes, bien des nuances s'imposent et l'essentiel des questions sociales et économiques qui se posaient hier demandent toujours des réponses. De fortes oppositions intérieures ou extérieures au changement s'activent pour déstabiliser les nouveaux régimes.

Quels ont donc été les catalyseurs des processus observables dans la région ? Ana Maria Larrea, une des responsables du secrétariat national de planification et de développement de l'Equateur se livrait récemment à quelques rappels. « *Le premier a été la lutte contre le consensus de Washington et le programme néolibéral. On voit alors apparaître sur le continent, et particulièrement en Équateur, une série de revendications qui cherchent, en premier lieu, à récupérer l'État et le secteur public car le néolibéralisme a réduit trois de ses missions majeures : la planification, la régulation et le contrôle. Face à la polarisation de la société entre riches et pauvres, les mouvements sociaux ont par ailleurs porté l'idée de construction de sociétés égalitaires et équitables qui reconnaissent la diversité de nos peuples. Le troisième axe est la souveraineté, l'anticolonialisme et l'anti-impérialisme* », énumérait-elle³.

Au-delà de ces constats d'ordre général, il ne faut se dissimuler ni la diversité des situations, ni les difficultés auxquelles se heurtent les gouvernants dans leurs tentatives de réformes. Trois pays, trois exemples récents.

1. Correa plébiscité

Dès la confirmation de la victoire de Rafael Correa et de son mouvement Alliance pays (AP) aux élections de la fin avril, ses partisans ont laissé libre cours à leur joie : « *Alerte, l'épée de Bolivar chemine à travers l'Amérique latine* ». Pour la première fois, depuis le retour de la démocratie en 1979, un candidat président était élu au premier tour. Correa, qui a rejoint l'axe du « socialisme du XXIe siècle » aux côtés des présidents bolivien et vénézuélien, a promis de transformer son succès en réformes éducatives, sanitaires, en logements, en programmes d'inclusion sociale, en réforme agraire.... Et il s'en est pris à « l'establishment » économique, médiatique, religieux et militaire parfois qui ont soutenu ses rivaux, comme l'ex-président Gutierrez, un ancien colonel, chassé du pouvoir par la rue en 2005.

Les handicaps ne manquent pas. L'Equateur a été laminé par les recettes néolibérales. La dollarisation de l'économie au début de la décennie a provoqué une forte inflation et ruiné une grande partie de la population. Plus de 40% des Equatoriens vivent sous le seuil de pauvreté. « *La dette est immense* » s'inquiète Manuela Gallegos, ministre du secrétariat des peuples, des mouvements sociaux et du pouvoir citoyen. Un poste stratégique quand il s'agit de mobiliser travailleurs, syndicalistes, mouvements indigènes et secteurs progressistes de l'église, une intervention populaire vitale pour animer le changement promis. Les attentes sont énormes, l'impatience palpable.

Comme au Venezuela, la mise en place des réformes se heurtent à la bureaucratie et aux cadres administratifs intermédiaires souvent acquis à l'opposition qui contrôle les médias prisés et de larges pans de l'économie. Il n'empêche que Rafael Correa affiche une sérénité inébranlable. Ana Maria Larrea le rappelle toutefois : pour réussir, « *le socialisme du XXIe siècle doit s'articuler à un programme régional. Nous ne parviendrons pas au changement radical de manière isolée. D'où les alliances régionales et l'appui au processus d'intégration latino-américaine que nous impulsions.* » Un fameux challenge.

2. La grève de la faim d'Evo

Un défi que veut aussi relever le président bolivien Evo Morales dans des conditions peut-être plus complexes encore. Morales remettra son poste en jeu le 6 décembre prochain, à un an de la fin de son mandat entamée en

³ Ana Maria Larra : «Un continent de contradictions et d'espoir ». L'Humanité, le 25 avril 2009.

janvier 2006 que le premier président indigène du pays avait confortablement emporté avec 54% des votes. L'opposition, majoritaire au Sénat a bataillé pour faire entrave à la loi adaptant le régime électoral à la nouvelle Constitution ratifiée par référendum (67% des votants) en janvier dernier.

Pour en arriver là, le président bolivien a fait une grève de la faim avec plusieurs dirigeants syndicaux pendant six jours au mois d'avril.

La nouvelle loi permet également l'organisation des élections législatives le mois prochain. En avril 2010, les Boliviens éliront leurs gouverneurs. L'opposition a obtenu que le registre électoral soit biométrique, avec un contrôle des électeurs par empreintes digitales et photos. Dans l'exagération qui les caractérise, les partis d'opposition estimaient que 30 % du corps des électeurs était erroné, quand la commission électorale a estimé la marge d'erreur à 5 % seulement.

En fait, l'opposition rejetait la loi électorale transitoire parce qu'elle assigne un certain nombre de sièges aux représentants des communautés indigènes. Evo Morales a obtenu gain de cause en mobilisant les forces sociales. Mais c'est loin d'être la première fois que la droite joue le verrou. Dès 2006, les gouverneurs des régions les plus riches en hydrocarbures se sont opposés à la nouvelle constitution que le gouvernement a travaillée avec les populations indigènes, constitution qui facilite la réappropriation par les autorités politiques des ressources naturelles. Ils ont multiplié les menaces de sécession et marqué des points. Le 6 décembre, on revotera dans les départements où les opposants à l'autonomie régionale consentie en signe d'apaisement dans la nouvelle Constitution l'avaient emporté. Autonomie jugée toutefois insuffisante par les oligarchies sécessionnistes agro-industrielles.

Depuis son entrée en fonction, le président bolivien a mené une politique sociale et en nationalisé certaines entreprises d'hydrocarbures. « *Avant, il y avait des grèves de la faim contre la dictature militaire, maintenant (c'est) contre les restes du modèle néolibéral* » a lancé Morales. Qui aura toutefois à se battre contre le retour de la corruption et le clientélisme dans certaines sphères proches du pouvoir. Trois années d'élections successives ont confirmé l'hégémonie d'Evo Morales et pour l'heure, le président part très largement favori de la présidentielle, loin devant le leader de l'opposition le mieux placé.

3. Salvador, un ex-guérillero au pouvoir

« *Je suis le président de tous les Salvadoriens* » a clamé le candidat de l'ex-rébellion armée du Front Farabundo Martí après sa victoire aux élections de la mi-mars. Ce petit pays d'Amérique centrale a tourné une page historique, en élisant (avec 51,3% des suffrages) le journaliste Mauricio Funes face au concurrent commun des droites rassemblées, Rodrigo Avila. Une victoire saluée par les chefs d'État latino-américains, et en premier lieu Hugo Chavez. « *Je veux être le président du changement social et de la reconstruction* », a annoncé Funes. Vaste programme.

Principale formation au Parlement à l'issue des législatives de janvier, mais sans majorité, l'ex-guérilla, jamais vaincue par les armes, n'a cessé de gagner en influence électorale depuis qu'elle s'est présentée pour la première fois comme parti politique à la présidentielle de 1994. Après douze années de guerre civile (1980-1992) qui ont fait 75 000 morts et près de 30 000 disparus. Le Front a renvoyé l'Arena au pouvoir durant deux décennies. Une Arena, émanation politique des milices paramilitaires d'extrême-droite (les « escadrons de la mort ») et relais des « 14 familles » oligarchiques d'avant-guerre. L'alliance des droites avait, comme de coutume, mené une « campagne de la peur » avec l'aide de la majorité des médias. Maniant un langage digne de la guerre froide, agitant le danger des liens réels ou supposés avec « le dictateur Chavez ». En vain.

Les muchachos du Front héritent d'un pays socialement aux abois, hyperdépendant des États-Unis, et de l'importante diaspora dont les envois d'argent pèsent pour 17 % du PIB. La dollarisation de l'économie, - le billet vert est devenu la monnaie nationale - est, comme en Equateur source de perte de pouvoir d'achat et donc de mécontentement populaire. Ce sera une des questions sensibles du mandat de Mauricio Funes. Sur 5,7 millions d'habitants, plus de 2,5 millions ont dû émigrer. La moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté quand 0,3 accaparent 44% du revenu national. Le nouveau pouvoir devra également affronter une insécurité endémique avec le taux d'homicide (près de 70 pour 100 000 habitants) le plus élevé du continent.

Des parlementaires américains avaient parlé de menaces sur les « *intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis* » en cas de victoire de l'ancienne rébellion, parlant de la transformation du pays « *en un satellite du Venezuela, de la Russie et de l'Iran.* » Washington a toutefois promis de respecter le scrutin et Funes a promis un dialogue constructif avec un Obama qui tente de retisser des liens avec les Etats latino-américains.

Un paysage politique bigarré

L

'Amérique latine vit assurément un changement d'époque. Mais dans un continent politiquement bigarré. L'expérience de la « révolution bolivarienne » a peu de rapports avec la gestion de l'ex-syndicaliste Lula, Mme Kirchner ou la chilienne social-démocrate Mme Bachelet

L'immense Brésil, l'Argentine, deux pays de taille continentale avec les contraintes de tous ordres que cela implique, ont peu de points communs avec le trio Venezuela, Bolivie, Equateur (MD). « *Les gauches sud-américaines constituent une carte dont les contours restent à tracer. La relation entre les discours et les pratiques, l'équilibre complexe entre continuités et ruptures et la diversité des acteurs et des réalités nationales (...) introduisent de nombreuses difficultés au moment de l'analyse qui résistent aux conclusions impulsives ou aux clichés*⁴ » rappelait un récent article publié sur le site du Risal. Qui évoque une « *géométrie variable* » où se meuvent des « *gouvernements progressistes (...) en grande partie le fruit des mobilisations populaires 'anti-néolibérales'* » et où « *les styles personnels jouent également un rôle qu'il ne faut pas minimiser* » pour des modes de gestion qui vont d'un réformisme soft mâtiné d'aide aux plus démunis au nationalisme radical en passant par le centre-gauche.

Dans ce paysage, les porteurs du « socialisme du XXI^e siècle » ont emprunté à coup sûr une voie originale. M. Chavez, « *MM. Morales et Correa ont franchi le Rubicon. Aucune tiédeur chez ces trois-là. Nationalisation des ressources énergétiques, programmes sociaux massifs, redistribution des terres...* » rappelle Maurice Lemoine dans le *Monde diplomatique*. « *Avec une conséquence (...) qui constitue une autre grande différence – peut-être même la seule avec les 'modérés' : de telles mesures impliquent l'affrontement, l'ordre dominant ne lâchant jamais rien.*⁵ » « *Ces ruptures (...) obéissent à leurs propres logiques, avancent, reculent, se trompent, repartent de l'avant, explorent de nouvelles voies* » constate l'auteur qui voit là l'opposition entre la « *politique du scepticisme* » qui voit la démocratie libérale comme seul paradigme possible et la « *politique de la conviction* ». Ce n'est pas là choix facile. Au moins tente-t-il d'explorer les limites du fatalisme.

Panama : le contre-exemple ?

Panama à contre-courant ? Le magnat de la grande distribution et candidat du parti conservateur, Ricardo Martinelli, a remporté début mai l'élection présidentielle au Panama. Mais le choix des 2,2 millions d'électeurs s'explique par « le mécontentement provoqué par la montée des prix et par une criminalité rampante » a analysé l'espagnol *El Pais*. « Bien qu'initialement favorite, la candidate de centre-gauche, Balbina Herrera, a été minée par la crise économique » a renchéri le Los Angeles Times. Le PIB du pays devrait passer de 9 % à 2 % cette année.

Le nouveau président a mené campagne à coup de dollars en promettant d'attirer les investisseurs étrangers avec des allègements fiscaux. Ce petit pays d'Amérique centrale a enregistré une contraction économique, 3 % contre près de 10 % de croissance ces dernières années. Promettant création d'emplois et lutte contre l'insécurité, Ricardo Martinelli a gagné les faveurs de l'électorat populaire. De son côté, le PRD a payé cash les accusations de l'ex-directeur d'une caisse d'épargne colombienne, arrêté au Panama après avoir ruiné des centaines de milliers de ses compatriotes, et qui aurait financé les campagnes des candidats à la présidence et à la mairie de la capitale.

⁴ « Gouvernements latino-américains : une nouvelle gauche ? » par Bruno Fornillo et Pablo Stefanoni. Source : revue Clarin, Argentine ; Traduction : Frédéric Lévêque et Nicolas Almau. Risal Info.

⁵ « Cette Amérique latine qui assume l'affrontement » Le Monde diplomatique, mai 2008.

